



FACE AUX

ATTAQUES, QUI SE MULTIPLIENT,

une seule alternative :

Agir et s'organiser

Depuis la semaine dernière, avec la diffusion du tract de l'UNEF sur le projet de loi DEVAQUET, ça discute de plus en plus à la fac de Lettres sur ce que le gouvernement veut faire de l'Université, de notre avenir.

Déjà, des dizaines et des dizaines d'étudiants en lettres, histoire, psycho, socio, langues... ont décidé de rejoindre l'UNEF pour mettre en échec ce projet élitiste, autoritaire et rétrograde. On veut être mieux formés. On n'est pas des bêtes à concours : les enseignants, les cadres de demain ; c'est nous !

Chaque étudiant a droit à un avenir et à une bonne formation. L'écrémage ça suffit !!!

Or, ceux qui veulent la sélection tous azimuts à l'Université et intensifier la précarité de notre situation se précipitent en ce moment :

- La loi Devaquet a été votée le 28 octobre au Sénat. Elle va être discutée à l'Assemblée Nationale en novembre. Devaquet veut aller vite en besogne : il a déclaré "Le projet doit être applicable pour la rentrée 87-88".

C'est pourquoi, nous aussi, n'attendons pas pour intensifier la mobilisation et la bataille revendicative lancée par l'UNEF. Personne n'échappera à la loi. Ca nous concerne tous ! il faut vite débattre, se rassembler et agir pour renverser le rapport de force en notre faveur. D'ailleurs, nous ne sommes pas seuls : de nombreux enseignants et personnels ATOS appellent aussi à la mobilisation pour mettre en échec le projet Devaquet.

Dans le même temps, il nous faut gagner plus de moyens pour l'enseignement supérieur.

.../...

Une lutte est commencée au niveau national avec l'UNEF.

A Nancy, les attaques portées à nos études sont une réalité. Les exemples sont nombreux et on ne les compte plus. En passant par les Bibliothèques universitaires démunies, les TD surchargés en histoire, en culture et communication, en psychologie, le manque de moyens pédagogiques et techniques en culture et communication.

A l'heure actuelle, l'université est une jungle où l'on se bat pour avoir une place en TD, pour obtenir un livre à la B.U. C'est le premier arrivé qui est le mieux servi.

Il est anormal de poursuivre des études dans de telles conditions alors que le Gouvernement peut débloquent des crédits pour améliorer nos conditions d'études.

Le 4 novembre, il va y avoir le vote du budget à l'Assemblée Nationale. Il faut donc exiger du gouvernement un déblocage des crédits et son réinvestissement à la Sécurité sociale. Cette année, nous avons payé 640 F de sécurité sociale au lieu de 450 F parce qu'en 85, l'Etat a supprimé sa contribution de 306 milliards à la Sécurité sociale. L'avenir ne s'annonce pas meilleur.

Afin que le gouvernement reprenne position en ce qui concerne la Sécurité sociale, l'UNEF fait signer aux étudiants de toutes les universités des cartes-pétition qui seront envoyées au Ministre de l'Education.

Nous devons nous organiser et nous battre pour une amélioration de nos études.

Pour débattre de tous ces problèmes, pour s'organiser et décider des moyens d'actions, l'UNEF et ses élus Solidarité Etudiante t'invitent à une Assemblée Générale :

Le Mardi 4 novembre 1986

de 12 h à 14 h Amphi 500

Pour faire monter la mobilisation et mettre en échec le projet de loi, j'adhère à l'UNEF.

BULLETIN D'ADHESION

NOM :

Section :

Prénom :

Adresse :

A renvoyer à l'UNEF Faculté de Lettres Boulevard Albert Ier Nancy